

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.5/34/5
31 août 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
CINQUIEME COMMISSION
Points 99 et 102 de l'ordre du jour provisoire*

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

CORPS COMMUN D'INSPECTION

Création d'un groupe des systèmes d'information au Département
des affaires économiques et sociales internationales

Rapport du Secrétaire général

RESUME

Le présent rapport a été établi en application de la section II de la résolution 33/116 A de l'Assemblée générale où il est demandé au Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée, lors de sa trente-quatrième session, des résultats des deux années d'opération du Groupe des systèmes d'information qui a été créé au Département des affaires économiques et sociales internationales.

Ce rapport, dans lequel est soulignée l'importance des activités de diffusion de l'information pour la bonne exécution des programmes de développement économique et social de l'Organisation des Nations Unies, rend compte des résultats des deux années de fonctionnement, à titre expérimental, du Groupe des systèmes d'information, et notamment des travaux effectués pour a) établir le Système d'information pour le développement destiné à tenir les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, les experts techniques sur le terrain, les commissions régionales et les gouvernements membres au courant des documents produits par le Département ou pour son compte mais qui n'ont pas été publiés en leur donnant accès, grâce à une liaison directe avec des mini-ordinateurs, à une base de données contenant des références à ces documents; et b) établir et maintenir des liens de coopération avec d'autres divisions organiques de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres organisations s'intéressant aux activités relatives à l'information pour le développement économique et social.

* A/34/150.

Il est rappelé dans le présent rapport que le Corps commun d'inspection (CCI) a recommandé dans son étude a) que la phase pilote soit prolongée d'une année afin que l'on puisse juger l'utilité de ce système et b) que l'Assemblée prenne une décision définitive en 1980 en ce qui concerne l'avenir du Groupe. Le Secrétaire général appuie ces recommandations, sous réserve que des fonds extra-budgétaires soient disponibles pour permettre de poursuivre l'exécution du projet. En conséquence, au cas où l'Assemblée générale approuverait les propositions qui viennent d'être résumées, cette décision n'aurait pas d'incidences financières sur le budget ordinaire en 1980.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. HISTORIQUE	1 - 11	6
II. ROLE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL	12 - 18	9
III. ACTIVITES ENTREPRISES PENDANT LA PHASE EXPERIMENTALE	19 - 57	11
1. Mise en place et utilisation du Système d'information pour le développement	21 - 24	11
a) Collecte des documents	25 - 27	12
b) Etablissement d'un thésaurus des termes d'indexage	28 - 30	13
c) Adaptation et utilisation de systèmes existants	31 - 35	13
d) Préparation des documents en vue de leur mise sur ordinateur	36	14
e) Constitution et tenue à jour d'un fichier automatisé	37	14
f) Utilisation du fichier automatisé	38 - 41	14
2. Coordination et coopération avec les services organiques et ce qui concerne les activités d'analyse et de diffusion de l'information	42 - 51	15
a) Coordination avec les divisions organiques	43 - 46	16
b) Coordination avec les commissions régionales	47 - 48	16
c) Coopération avec d'autres organisations	49 - 51	17
3. Appui administratif et secrétariat	52 - 54	17
a) Préparation de rapports à l'intention de l'Assemblée générale	52	17
b) Autres activités	53	18
4. Prévisions de dépenses et dépenses effectives pour 1978-1979	54 - 56	18
IV. EVALUATION ET RECOMMANDATIONS	57 - 74	19
a) Evaluation par le Corps commun d'inspection	57 - 62	19
b) Observations et recommandations du Secrétaire général	63 - 74	20

SIGLES ET ACRONYMES

AGRIS	Système international d'information pour les sciences et la technologie agricoles (FAO)
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne)
ARKISYST	Système d'information pour l'architecture (UNESCO)
CCI	Corps commun d'inspection
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEA	Commission économique pour l'Afrique (Addis Abeba)
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale (Beyrouth)
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine (Santiago)
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok)
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale (Santiago)
CPC	Comité du programme et de la coordination
DEVSIIS	Système international d'information scientifique pour le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome)
INFOTERRA	Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement
INIS	Système international de documentation nucléaire (AIEA)
INRES	Système d'orientation pour l'information (PNUD)
ISO	Organisation internationale de normalisation (Genève)
LABORDOC	Base de données de la bibliothèque centrale et du service de documentation de l'OIT
MACTIS	Service d'information sur les techniques marines et côtières (Département des affaires économiques et sociales internationales)

/...

MINISIS	Ensemble de programmes pour mini-ordinateurs mis au point par le Centre international de recherches sur le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement (New York)
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement (Nairobi)
POPINS	Système internationale d'information démographique (ONUD)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris)
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Vienne)
UNISIST	Système mondial d'information scientifique et technologique (UNESCO)

I. HISTORIQUE

1. Le présent rapport a été établi en application de la section II de la résolution 33/116 A de l'Assemblée générale où il est demandé au Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée, lors de sa trente-quatrième session, des résultats des deux années d'opération du Groupe des systèmes d'information 1/. Pour l'établissement de ce rapport, le Secrétaire général a été prié de tenir compte a) des conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination (CPC), du Corps commun d'inspection (CCI) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) figurant aux paragraphes 8 et 9 du document A/33/7/Add.2, et des résultats d'un examen de l'opération par le Conseil des systèmes informatiques; b) de la ventilation détaillée du coût estimatif du lancement et de la mise en oeuvre des propositions du Secrétaire général; c) de l'utilité de l'information pour les utilisateurs effectifs et éventuels de ce système et d) du degré de compatibilité et de coordination qui aura été assuré avec le Système d'information bibliographique de l'Organisation des Nations Unies et avec les systèmes d'information pertinents d'autres organismes des Nations Unies.

2. Au départ, il a été proposé de créer ce Groupe parce qu'on s'est rendu compte qu'il faudrait mieux utiliser l'information technique produite et rassemblée pour l'Organisation des Nations Unies. Il est impossible de tirer pleinement parti de la somme considérable de connaissances et de données d'expérience que renferment les documents produits pour le compte de l'Organisation des Nations Unies mais qui ne sont pas publiés si on ne dispose pas d'un mécanisme permettant de retrouver rapidement ces documents et de leur assurer une large diffusion. Par ailleurs, en l'absence d'un tel mécanisme, on risque beaucoup plus d'entreprendre des travaux faisant double emploi parce qu'on ignore que des recherches ont été entreprises dans un domaine connexe.

3. En outre, le groupe dont la création était proposée devait fournir une aide et des conseils dans le domaine des systèmes d'information à divers services de l'ancien Département des affaires économiques et sociales, lequel, avant la restructuration du Secrétariat, comprenait le Bureau de la coopération technique qui est devenu le Département de la coopération technique pour le développement. Le groupe pouvait alors assurer la coordination interne d'activités se rapportant aux systèmes et aux services d'information qui avaient été entreprises à la demande de gouvernements pour assurer un échange et une diffusion plus vastes de l'information technique essentielle pour le développement international. Parmi ces activités, on compte notamment de nombreux programmes se rapportant à des systèmes d'information tels que le Système international d'information démographique (POPINS) et le Service d'information sur les techniques marines et côtières (MACTIS).

1/ Précédemment appelé Groupe des services documentaires.

4. Le Groupe pourrait également servir de centre de coordination, au sein du Département, pour établir des relations de travail plus étroites avec les systèmes connexes d'information de fond créés dans le cadre du système des Nations Unies.
5. La création du Groupe des services documentaires, a été proposée pour la première fois par le Secrétaire général en 1976, à la seizième session du CPC, dans une rubrique du plan à moyen terme pour 1978-1981 intitulée "Sous-programme interdivisions 2 : Systèmes d'information". Les dépenses de fonctionnement de ce groupe devaient être inscrites au budget ordinaire à la fin de la période d'essai, en 1979.
6. Le CPC "a jugé intéressante l'idée contenue dans ce sous-programme, mais a estimé qu'il faudrait mieux en connaître les détails avant d'envisager d'établir, sur une base permanente, un système d'information pour le stockage et la recherche de la documentation du Département" 2/.
7. Le Comité l'ayant prié de fournir des renseignements supplémentaires, le Secrétaire général a établi un rapport (A/C.5/31/69), qui comprenait un programme de travail et le détail des crédits nécessaires pour la période prévue de trois ans, et qui devait être présenté à l'Assemblée générale au cours de sa trente et unième session. Il était proposé que le programme soit financé au moyen de fonds extra-budgétaires en 1977, 1978 et 1979, et inscrit au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies à partir de l'exercice biennal 1980-1981.
8. Cependant, l'examen du rapport a été remis à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle ont également été examinés les rapports du CCQAB (A/32/256 et A/32/256/Add.1), ainsi que la note du Secrétaire général (A/C.5/32/47) qui contenait la proposition révisée et mise à jour.
9. La recommandation visant la création du Groupe des services documentaires au sein du Département des affaires économiques et sociales a été approuvée par l'Assemblée générale le 21 décembre 1977 dans la section V de sa résolution 32/212 intitulée "Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979", dans laquelle l'Assemblée demandait également qu'il soit rendu compte des progrès réalisés en ce qui concerne les travaux exécutés par le Groupe en 1978, de façon à pouvoir décider si le Groupe devait utiliser un ordinateur en 1979.
10. Dans la section II de la résolution 33/116 A, l'Assemblée générale, à sa trente-troisième session, a autorisé l'utilisation d'un ordinateur après avoir examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur les travaux exécutés par le Groupe pendant la période d'essai (A/C.5/33/4).

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 38 (A/31/38), par. 102.

11. A sa 540^eme séance, le 12 septembre 1978, le CPC a étudié les services d'information pour le développement dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1980-1983 et a fait remarquer que même si la question du maintien du Système d'information pour le développement du Département des affaires économiques et sociales internationales dépendait d'une décision que l'Assemblée générale prendrait en la matière en 1979, ses activités et celles du Département de la coopération technique pour le développement, relatives à la rédaction et à la diffusion de rapports découlant de l'exécution des projets de coopération technique, étaient complémentaires et devraient être coordonnées ou intégrées 3/.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 38 (A/33/38), par. 671.

II. ROLE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

12. Les organismes internationaux sont de plus en plus conscients de l'importance qu'il y a à faciliter l'accès à l'information technique nécessaire pour les programmes de développement international. C'est ainsi que se sont créés des systèmes d'information internationaux tels que l'AGRIS et l'INIS qui bénéficient de la part de ces organismes d'un appui soutenu. Etant donné le succès de ces systèmes et reconnaissant la nécessité de combler les lacunes actuelles dans divers domaines relatifs au développement international, les gouvernements ont demandé à l'ONU de mettre en place des systèmes et des services d'information pour des secteurs tels que la population, l'économie des océans, les sociétés transnationales, l'environnement, les établissements humains, les ressources naturelles et la science et la technologie.

13. Comme suite à ces demandes, on a créé divers systèmes et services d'information complémentaires, dont le Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA), le Système d'orientation pour l'information (INRES), le Système intermédiaire d'information démographique (Système POPINS) et la Banque de données industrielles et techniques.

14. Ces activités témoignent de la priorité que les gouvernements membres ont décidé d'accorder aux efforts visant à améliorer les moyens d'accès à l'information produite et stockée par les organisations internationales et les moyens d'utilisation de cette information. Même s'il semble que les systèmes et services d'information se multiplient trop rapidement, ils répondent chacun aux besoins d'information spécifiques de leur groupe d'utilisateurs. Leur développement dans le cadre du mécanisme de coordination interorganisations des Nations Unies vise à éviter les doubles emplois et à faire en sorte que les systèmes et services apparentés soient complémentaires.

15. Les gouvernements ont également souligné, à l'occasion de diverses conférences internationales convoquées au cours des dernières années, la nécessité d'accélérer au plan international les échanges et la diffusion d'informations. Ainsi, le programme d'échange et de diffusion de l'information a été l'un des domaines prioritaires recommandés à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat) et à la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, et l'échange d'informations scientifiques et techniques a été l'une des questions prioritaires examinées à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

16. Outre leur participation aux activités internationales d'échange et de diffusion d'informations, les organisations prennent aussi de plus en plus conscience de la nécessité de rationaliser leurs mécanismes internes afin de mieux tirer parti de la documentation qu'elles rassemblent et produisent, car si elles ne disposent pas de moyens de rechercher et d'utiliser leurs propres mémoires internes, elles ne peuvent espérer être efficaces dans l'exécution de leurs programmes. On peut

/...

citer comme exemples à cet égard le projet d'amélioration des systèmes d'information du PNUD et le système d'information pour le développement.

17. La libre circulation des données d'expérience et des connaissances entre les organisations internationales et les Etats qui en sont membres est extrêmement importante pour le succès des programmes de développement international. Cependant, si chaque organisation et chaque gouvernement ne met pas en place un système lui permettant de savoir ce qu'il a produit et de s'en servir efficacement, il lui est impossible de contribuer utilement à cet échange.

18. C'est dans ce contexte que la création d'un groupe des services documentaires au Département des affaires économiques et sociales internationales a été proposée à l'origine.

III. ACTIVITES ENTREPRISES PENDANT LA PHASE EXPERIMENTALE

19. Le Groupe des services documentaires (devenu le Groupe des systèmes d'information) a été créé au milieu du mois de mars 1978 au Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales et transféré ensuite au Bureau du Sous-Secrétaire général à la planification des programmes et la coordination du Département des affaires économiques et sociales internationales durant l'opération de restructuration. Le présent rapport décrit les activités entreprises pendant la période de 19 mois qui s'est écoulée depuis la création du groupe jusqu'au début d'août 1979.

20. Le présent rapport contient également un exposé des travaux à entreprendre pendant les mois qui restent à courir jusqu'au 31 décembre 1979, date à laquelle la phase expérimentale du projet est sensée se terminer. Comme il ressort du plan de travail échelonné prévu pour 1978-1979, qui figure à l'annexe I du présent rapport, les activités du Groupe ont été axées sur deux domaines : a) l'établissement d'un système de références documentaires, à savoir le Système d'information pour le développement 4/ et b) la coordination et la coopération avec les services organiques intervenant dans les activités d'analyse et de diffusion de l'information.

I. Mise en place et utilisation du Système d'information pour le développement

21. Lorsque le Système d'information pour le développement a été mis en place, quatre points importants sous l'angle de l'économie du système ont retenu particulièrement l'attention, à savoir : a) la compatibilité avec les systèmes d'information connexes présentant un intérêt pour les utilisateurs du nouveau système b) le coût de l'utilisation d'ordinateurs, c) l'adéquation du système dans le contexte du développement international et d) l'utilisation d'éléments d'autres systèmes aisément accessibles et qui s'étaient déjà révélés efficaces et fiables.

22. Comme de nombreux systèmes d'information ayant le même but que le Système d'information pour le développement mais non le même contenu fonctionnaient déjà dans de nombreuses organisations rattachées ou non aux Nations Unies, on s'est également efforcé d'utiliser les connaissances déjà acquises par ces organisations et de tirer des enseignements de leurs erreurs et de leurs succès.

23. On s'est inspiré en particulier du Système international d'information scientifique pour le développement (DEVISIS), conçu par une équipe d'experts internationaux qui ont déterminé les éléments d'information nécessaires pour constituer ce type de système, et la façon de les traiter 5/.

4/ Approuvé par le Conseil des systèmes informatiques le 23 juin 1977.

5/ DEVISIS : The Preliminary Design of an International Information System for the Development Sciences, établi par l'Equipe d'étude du DEVISIS pour le compte des organisations parrainant la création du système (Centre canadien de recherche pour le développement international, OIT, OCDE, PNUD, UNESCO et ONU).

24. En outre, pour assurer la cohérence des systèmes parmi les organismes des Nations Unies et la compatibilité du nouveau système avec les systèmes connexes, on a adopté chaque fois que cela était possible des directives et des normes internationales comparables à celles qui figurent dans le Manuel de références de l'UNISIST pour les descriptions bibliographiques exploitables par ordinateur et à celles de l'ISO pour la normalisation des noms géographiques.

a) Collecte des documents

25. Lorsque le Groupe a été créé, au début de 1978, le Département était encore en cours de restructuration et son organisation administrative n'était pas encore entièrement définie. En conséquence, cinq unités administratives du Département des affaires économiques et sociales internationales qui allaient vraisemblablement être maintenues au Département - le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, la Division de la population, le Bureau pour l'économie et la technologie des océans, le Bureau de la science et de la technique et le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement - ont été priées de faire un premier inventaire de la documentation en leur possession en recherchant dans leurs fichiers les informations qu'elles jugeaient pouvoir être utiles aux experts techniques sur le terrain, aux commissions régionales, aux Etats Membres et aux fonctionnaires du Département. Les informations ainsi sélectionnées figuraient pour la plupart dans des mémoires techniques, des études, des rapports de mission et des rapports sur des projets. Les documents sélectionnés étaient principalement des enquêtes, des travaux de recherche inédits, des études méthodologiques, des études de conjoncture et des commentaires, dont l'élaboration avait coûté fort cher à l'Organisation et qu'il n'était pas facile de trouver ailleurs.

26. Les documents publiés, tels que ceux de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, ont été exclus du système étant donné que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld permet d'y avoir accès grâce à son Système d'information bibliographique (UNBIS). Durant la phase expérimentale du projet, ni la longueur du texte, ni la qualité du style, n'ont servi de critère pour exclure un document du système. On a jugé que l'objectif essentiel était de permettre d'avoir accès en temps voulu aux éléments d'information produits par l'ancien Département des affaires économiques et sociales et qui n'ont pas été publiés ou qui sont difficiles à trouver.

27. Au début de 1979, toutes les unités administratives du Département des affaires économiques et sociales internationales, ainsi que le Département de la coopération technique pour le développement, ont été invitées à participer à la collecte des informations qu'il convenait d'inclure dans le système. Environ 4 000 éléments ainsi sélectionnés seront probablement mis sur ordinateur d'ici la fin de 1979, date à laquelle doit prendre fin la phase expérimentale de deux ans.

b) Etablissement d'un thésaurus des termes d'indexage

28. Un thésaurus des termes utilisés pour retrouver l'information est indispensable pour assurer l'efficacité d'un système et sa compatibilité avec les systèmes connexes de stockage et de recherche de l'information, mais sa compilation nécessite souvent de gros efforts et entraîne des frais importants. Il a donc été décidé de ne pas constituer de nouveau thésaurus pour l'indexage des éléments d'information du Système d'information pour le développement, mais d'utiliser le Macrothésaurus : Liste des principaux descripteurs relatifs au développement économique et social, mis au point par l'OCDE et couramment utilisé par diverses organisations rattachées ou non aux Nations Unies 6/.

29. Cette décision découlait par ailleurs d'un inventaire du contenu de quelque mille documents sélectionnés en vue de leur introduction dans le système, d'où il était ressorti que les termes du Macrothesaurus conviendraient pour indexer la documentation produite pour l'ONU. En outre, des lacunes ont été constatées et des termes nouveaux ont été proposés pour inclusion dans la version révisée du Macrothesaurus, qui a été élaborée et publiée par l'OCDE au début de 1979 avec le concours du CLADES, de l'OIT, de l'ONUDI et du PNUD, entre autres organismes. Il s'ensuit que les termes utilisés pour rechercher les données introduites dans le Système d'information pour le développement sont maintenant compatibles avec la terminologie de tous les systèmes mis au point par les utilisateurs du Macrothesaurus, tels que le LABORDOC de l'OIT et l'INRES du PNUD.

30. Le Macrothesaurus présente un autre avantage : il est conçu de façon à être multilingue et il est déjà utilisé pour l'indexage dans les quatre langues officielles de l'ONU (anglais, arabe, espagnol et français), ce qui est un gros atout pour un système qui est censé servir à tous les Etats Membres de l'ONU.

c) Adaptation et utilisation de systèmes existants

31. Au lieu de donner une forme entièrement nouvelle au Système d'information pour le développement, on a passé en revue les systèmes qui existaient déjà et on a calqué le nouveau système sur le DEVSIS, pour les raisons suivantes : a) le contenu de ce système était particulièrement pertinent eu égard aux besoins des utilisateurs éventuels du Système d'information pour le développement ; b) ses concepteurs avaient fondé leurs recommandations sur leur expérience de systèmes ayant fait leurs preuves tels que l'INIS et l'AGRIS ; c) les essais avaient déjà donné de bons résultats ; et d) il existait déjà dans les pays en développement un grand nombre de personnes qualifiées connaissant bien le système.

32. Il a été décidé d'informatiser le Système d'information pour le développement afin de pouvoir le relier aux autres systèmes connexes tels que l'UNBIS et le LABORDOC, et l'offre qui a été faite de mettre à l'essai le logiciel du système MINISIS sur un mini-ordinateur pendant la durée de la phase expérimentale a été acceptée.

6/ Dont la FAO, l'OIT, l'ONUDI, le PNUD, la CEPAL et l'OCDE, ainsi que diverses institutions en Argentine, au Canada, en Egypte, au Guatemala, au Pérou, en République fédérale d'Allemagne, en Uruguay et au Venezuela.

33. La décision de mettre en place un système pilote à base MINISIS reposait sur le fait que a) le coût de l'utilisation d'un mini-ordinateur serait minime ; b) on pourrait en tirer des enseignements très utiles pour ce type de système de stockage et de recherche de l'information; et c) cette expérience pourrait offrir d'intéressantes possibilités le jour où les pays en développement voudraient adapter le système à leurs besoins.

34. Le MINISIS a été conçu à l'origine par le Centre canadien de recherche pour le développement international. Il s'agissait d'un ensemble de programmes peu coûteux convenant aux institutions ayant besoin d'un système d'information fiable mais d'un coût minime. Le MINISIS a été installé à l'OIT, à l'Université agricole de Wageningen (Pays-Bas), à l'Institut d'information scientifique pour les sciences sociales en URSS et dans diverses institutions canadiennes ; plusieurs pays d'Afrique envisagent eux aussi de l'adopter. Le Centre canadien de recherche pour le développement international ayant mis gracieusement le logiciel MINISIS à la disposition de l'ONU et ce système fonctionnant sur mini-ordinateur, le Groupe des systèmes d'information a pu se doter à peu de frais d'un système informatisé.

35. Le système informatisé était entièrement installé à la mi-mai 1979 ; il comporte un terminal-imprimante (matériel loué) relié par une ligne téléphonique à un mini-ordinateur utilisé en temps partagé avec diverses autres organisations.

d) Préparation des documents en vue de leur mise sur ordinateur

36. En utilisant la feuille de programmation DEVSIS, chaque document sélectionné aux fins d'inclusion dans le Système d'information pour le développement est décrit à l'aide de 10 à 15 éléments de recherche en moyenne (auteur, organisation, titre, thèmes, traités, pays, lieu, langue, valeur du projet, etc...), et d'un résumé analytique de 100 à 150 mots. D'ici la fin de 1979, les données contenues dans les 4 000 documents sélectionnés devraient avoir été mises sur ordinateur. Pendant la phase expérimentale du projet, c'est le personnel qualifié du Groupe des systèmes d'information qui s'occupe des travaux d'analyse et d'indexage. Une fois que le système sera entièrement opérationnel, les résumés analytiques seront rédigés par les auteurs des documents eux-mêmes.

e) Constitution et tenue à jour d'un fichier automatisé

37. Toutes les données sont introduites directement grâce au terminal-imprimante, qui permet d'introduire toutes les informations bibliographiques, y compris le résumé analytique, à raison de 10 à 15 éléments à l'heure. Le terminal se présente comme une machine à écrire électrique ordinaire et peut imprimer 180 caractères à la seconde.

f) Utilisation du fichier automatisé

38. Outre qu'il permet de constituer un fichier contenant des références bibliographiques complètes et des résumés analytiques destinés à être utilisés pour la recherche directe de l'information, le Système d'information pour le développement est capable de produire : a) des index de documents par sujet, auteur, titre, cote, lieu géographique et autres éléments d'information divers tels que la valeur

des projets, les organisations ayant parrainé les études et les projets, le type de documentation produite, etc... ; b) des bibliographies ; et c) des listes des documents récemment enregistrés dans le fichier. Il permet également de rechercher directement les informations demandées par les utilisateurs, d'orienter vers d'autres sources, ou de fournir des renseignements non bibliographiques.

39. Bien qu'il n'ait pas été possible d'obtenir des utilisateurs la rétro-information nécessaire pour évaluer l'utilité du système, la base de données n'étant pas encore suffisamment large pour donner des résultats concluants, on a néanmoins cherché à savoir ce que les utilisateurs pensaient du système et de ce qu'il pouvait leur offrir, dès que le contenu de la base de données a dépassé 1 000 éléments. A la fin du mois de juin, tous les chefs de délégation auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York ont été invités à assister à une démonstration du système. Les fonctionnaires du Secrétariat ont eux aussi eu la possibilité d'assister à de telles démonstrations. Le système a également été présenté à un représentant du CLADES/CEPAL, qui l'a jugé utile pour déterminer l'existence de la documentation d'accès difficile et tenir le personnel de la commission et les gouvernements des pays membres régulièrement au courant de la documentation produite par l'ONU ou pour son compte.

40. Des spécimens de la revue mensuelle Development Information Abstract Journal que l'on envisage de publier, contenant des extraits et des résumés analytiques de documents traités, accompagnés de divers index utiles, ont été distribués aux utilisateurs éventuels pour observations, de façon que les produits du Système d'information pour le développement puissent être adaptés à leurs besoins en matière d'information. Les observations reçues jusqu'à présent ont été enthousiastes, ce qui montre bien l'existence de lacunes dans le domaine de l'information que l'on pourrait combler en publiant la revue proposée et en permettant l'accès direct à un fichier informatisé contenant des résumés analytiques et des références aux documents non publiés produits par l'ONU ou pour son compte. On trouvera à l'annexe IV un spécimen de la revue en question.

41. On pense toutefois que l'on pourra mieux évaluer le système lorsque la base de données aura été élargie. Par conséquent, pendant les quatre mois qui restent à courir avant que la phase expérimentale ne prenne fin, on s'attachera surtout à sélectionner, traiter et informatiser les documents pertinents, tout en s'efforçant de mieux faire connaître aux utilisateurs éventuels les services offerts par le Groupe des systèmes d'information, en continuant à faire des démonstrations du Système d'information pour le développement et en distribuant plus largement des échantillons de ses produits.

2. Coordination et coopération avec les services organiques en ce qui concerne les activités d'analyse et de diffusion de l'information

42. Etant donné les nombreuses activités entreprises par divers services organiques en réponse à l'intérêt soutenu manifesté par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'amélioration de l'accès à l'information produite ou rassemblée par l'Organisation, il est devenu impératif de mettre en place un mécanisme efficace de coordination desdites activités. Au cours de la phase expérimentale de fonctionnement du Groupe des systèmes d'information, des ressources minimales ont été utilisées à cette fin.

/...

a) Coordination avec les divisions organiques

43. L'équipe de travail spéciale pour les systèmes documentaires du Département des affaires économiques et sociales internationales, créée en 1977, continue d'assurer la coordination et la collaboration à l'intérieur même du Département. Cette équipe, qui se compose d'un fonctionnaire de chaque division, bureau ou centre, sert de point de convergence pour les diverses unités administratives du Département, tout en aidant le Groupe des systèmes d'information à sélectionner la documentation du système. C'est également par son intermédiaire que le Groupe peut communiquer avec les différentes unités administratives du Département pour les questions ayant trait à leurs systèmes d'information et activités connexes, en vue d'éviter les doubles emplois et d'encourager une conception coordonnée de ces activités.

44. Le Groupe donne par ailleurs des conseils d'informatique aux unités administratives du Département, selon que de besoin. Il a ainsi participé de façon suivie à l'étude du réseau d'informations techniques entreprise par le Bureau de la science et de la technique, et il a aidé la Division de la population à concevoir et exploiter le système POPIMS.

45. Le Groupe a donné aussi des conseils pour l'évaluation des systèmes d'information. Il a par exemple aidé le PNUE à évaluer son système INFOTERRA, et conseillé le Groupe de travail chargé de l'évaluation approfondie du programme de travail du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales. En vue de favoriser l'uniformisation des termes d'indexage au Secrétariat, le Groupe a préconisé l'utilisation du macrothesaurus pour préparer le thesaurus du système UNBIS.

46. Il apparaît que cette collaboration a renforcé la capacité du Département des affaires économiques et sociales internationales de contribuer efficacement aux efforts de coordination globale du système des Nations Unies, conformément à son mandat.

b) Coordination avec les commissions régionales

47. Au fur et à mesure des besoins, le Groupe des systèmes d'information a été invité à participer à la recherche des moyens propres à renforcer les activités d'information des commissions régionales. Dans plusieurs cas, les solutions à des problèmes liés aux systèmes d'information ont pu être trouvées dans le cadre de réunions convoquées et de projets entrepris en collaboration avec les commissions régionales; par exemple, le Groupe était représenté au sein de l'équipe chargée de mettre définitivement au point le programme DEVSIS/Afrique. Ce programme a ainsi été élaboré sur la base de l'expérience déjà acquise par le Groupe et les membres de l'équipe d'étude, et les composants du système retenus pour être appliqués par la CEA correspondent à ceux du Système d'information pour le développement. Le système qui doit être mis en place à la CEA utilisera les feuilles de programmation pour l'enregistrement des données, le même manuel d'utilisation, le Macrothesaurus et le logiciel du Système d'information pour le développement.

48. Des plans sont en cours d'élaboration avec le CLADES, qui utilise déjà un système d'information automatisé compatible avec le Système d'information pour le développement, en vue d'échanger des bases de données informatisées. Le Groupe

a déjà reçu un double du fichier automatisé du Centre. Il étudie aussi la possibilité de coopérer avec le Centre de documentation du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (Port-of-Spain), qui a l'intention de se doter d'un système d'information compatible avec celui du CLADES et avec le Système d'information pour le développement.

c) Coopération avec d'autres organisations

49. Le Centre canadien de recherche pour le développement international a offert au Groupe un double de sa base de données DEVSIS, contenant une masse d'informations utiles sur le développement international, y compris des données provenant du Canada, du Maroc, du Pakistan, des Pays-Bas, des Philippines, de la République fédérale d'Allemagne et de l'URSS, représentant un échantillonnage de la documentation de ces pays en matière de développement.

50. Le Groupe participe régulièrement aux travaux du Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et est ainsi en mesure d'informer le Bureau des progrès réalisés en ce qui concerne le Système d'information pour le développement et sa propre collaboration à diverses activités en matière de systèmes d'information.

51. En participant activement à diverses rencontres sur les systèmes d'information organisées par des organisations internationales rattachées ou non aux Nations Unies, le Groupe garde avec lesdites organisations un contact étroit qui lui permet de veiller à ce que ses propres travaux soient en harmonie avec les tendances et les activités actuelles. Par exemple, le Groupe a pris part aux travaux du Groupe de travail du CAC chargé de l'indexage des documents, qui s'efforce d'harmoniser la terminologie d'indexage et recherche des moyens efficaces d'assurer l'échange de la documentation entre les organisations. Vu l'intérêt qu'il porte aux systèmes d'information sectoriels de l'UNESCO, tels que le Système d'information pour l'architecture (ARKISYST) et le Système international d'échange d'informations sur la science et la technologie (SPINES), le Groupe a travaillé en étroite collaboration avec cette organisation, par l'intermédiaire de sa Division du programme général d'information ou directement avec les bureaux responsables des systèmes et services d'information sectoriels. Le Groupe collabore avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) à la mise au point d'un système compatible avec le Système d'information pour le développement, de façon que le contenu de la documentation transférée à Nairobi soit facilement accessible aux utilisateurs éventuels et que le Centre puisse de son côté utiliser la base de données constituée par le Groupe.

3. Appui administratif et secrétariat

a) Préparation de rapports à l'intention de l'Assemblée générale

52. Deux rapports ont été établis au cours des deux années correspondant à la phase expérimentale de fonctionnement du Groupe. Le rapport du Secrétaire général (A/C.5/33/4), qui a été examiné par le CCQAB et par la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, rendait compte des résultats obtenus par le Groupe au cours de la période de cinq mois allant de sa création (mi-mars 1978) à la mi-août 1978. Le présent rapport porte sur le fonctionnement du Groupe depuis la mi-mars 1978 jusqu'au début d'août 1979.

/...

b) Autres activités

53. Le Département des affaires économiques et sociales internationales a demandé au Groupe des conseils de politique générale et de gestion concernant les systèmes et services d'information.

4. Prévisions de dépenses et dépenses effectives pour 1978-1979

54. D'après les projections jusqu'à la fin de 1979, les dépenses sembleraient devoir être inférieures au coût estimatif de fonctionnement du Groupe pour l'exercice biennal 1978-1979, pour diverses raisons : a) l'effectif du Groupe n'a pas été au complet pendant une partie de l'exercice biennal considéré (montant inutilisé : 39 000 dollars), b) la reproduction des documents sur micro-fiches, prévue à l'origine, a été différée jusqu'à ce qu'une décision soit prise quant à l'avenir du Groupe (montant inutilisé : 10 000 dollars), c) on a expérimenté les techniques peu onéreuses de mini-ordinateur (y compris un logiciel fourni gratuitement (montant inutilisé : 35 000 dollars). En conséquence, on pense qu'il y aura une différence d'environ 84 000 dollars entre le montant total des dépenses prévues pour l'exercice biennal dans le document A/C.5/32/47 (343 680 dollars) et le montant estimatif des dépenses effectives (258 910 dollars), lorsque la phase expérimentale prendra fin, le 31 décembre 1979. L'annexe II donne une ventilation détaillée des prévisions de dépenses et des dépenses effectives pour 1978-1979.

55. Conformément au paragraphe 2 de la Section II de la résolution 33/116 A de l'Assemblée générale, où l'Assemblée avait demandé que l'on veille à ce que les éléments d'information non publiés se trouvant dans les dossiers du Département de la coopération technique pour le développement soient pleinement utilisés dans le cadre d'arrangements appropriés avec le Groupe des systèmes d'information, un grand nombre de documents produits pour le Département ont été mis sur ordinateur par le Groupe, dotant le Département d'un instrument de travail précieux.

56. Etant donné que des fonds pour la "production et le traitement de micro-fiches aux fins du stockage et de la recherche automatiques de l'information" 7/ sont systématiquement prévus au budget des projets exécutés par le Département de la coopération technique pour le développement aux fins de l'établissement des rapports. Il est envisagé de demander à ce Département de contribuer aux frais d'informatisation. Compte tenu des fonds alloués actuellement aux projets de coopération technique 8/, on pense qu'un montant pouvant aller jusqu'à 65 000 dollars environ pourrait être disponible à partir de 1979 et jusqu'à la fin de 1980, pour la mise sur ordinateur et pour la production de micro-fiches. En supposant que 25 p. 100 de ce montant suffisent pour la production de micro-fiches, les 75 p. 100 restants seraient disponibles pour financer les frais de mise sur ordinateur de la documentation produite par le Département en 1979-1980. Si les activités de coopération technique se maintiennent à leur niveau actuel, il est concevable qu'une somme d'environ 25 000 dollars par an puisse être disponible au cours des années à venir pour la mise sur ordinateur des rapports sur les projets exécutés par le Département. Les arrangements à prendre pour la prise en charge par le Département des frais de mise sur ordinateur et de production de micro-fiches seraient mis au point ultérieurement et dépendraient des fonds disponibles pour l'établissement des rapports sur les projets.

7/ Manuel de politiques et de procédures du PNUD, section 3714/Rev.1 et 3716/Rev.1 du 1er janvier 1978.

8/ Déclaration du Sous-Secrétaire général, Département de la coopération technique pour le développement, devant le Conseil d'administration du PNUD, 25 juin 1979. /...

IV. EVALUATION ET RECOMMANDATIONS

a) Evaluation par le Corps commun d'inspection

57. Comme suite à une recommandation de l'Assemblée générale, le Corps commun d'inspection a procédé à une étude des travaux du Groupe en avril 1979 9/. L'étude porte sur quatre points principaux - nécessité, dépenses, comptabilité et relations avec d'autres organisations - à examiner avant de prendre une décision concernant les travaux futurs du Groupe et du Système d'information pour le développement.

58. Nécessité. Les inspecteurs ont estimé qu'il fallait avant tout déterminer si le système proposé était nécessaire et que le système devait "fonctionner pendant près d'une année avant que la nécessité puisse en être démontrée sur la base de l'usage qui en aura été fait" 10/. Ils ont ajouté : "Il importe de surveiller attentivement l'utilisation (du système) au moyen de méthodes statistiques éprouvées, de façon que les résultats puissent être présentés aux divers organes intéressés, y compris l'Assemblée générale" 11/.

59. Dépenses. Compte tenu des fonds alloués pour la période expérimentale de deux ans, les inspecteurs ont estimé à 250 000 dollars environ le montant total des dépenses annuelles du Groupe, cette somme comprenant un montant de 40 000 dollars destiné à financer les services d'appui fournis par le Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (EDPIS) et le Centre de calcul de New York.

60. Comptabilité avec d'autres systèmes. Le Corps commun a noté dans son rapport qu'il existait une différence d'orientation entre l'UNBIS et d'autres systèmes tels que le système LABORDOC et le Système d'information pour le développement. Il a également fait observer que l'UNBIS était avant tout "axé sur les besoins d'une bibliothèque, tels que l'établissement de catalogues et d'index", tandis que les autres systèmes, comme le Système d'information pour le développement, avaient pour but de mettre rapidement à la disposition des chercheurs, des hauts fonctionnaires et des responsables, les éléments d'information dont ils avaient besoin. Les inspecteurs ont reconnu la difficulté du choix à faire entre la nécessité de compatibilité avec les autres systèmes existant ailleurs et conçus également pour répondre aux besoins des utilisateurs en matière d'information, et l'exigence expresse de compatibilité avec un système local ayant des fonctions différentes.

61. Le rapport indique qu'il serait utile que le système proposé soit soumis au Bureau interorganisations pour les systèmes d'information pour examen et commentaires, puisque l'une des fonctions du Bureau consiste à évaluer la compatibilité des nouveaux systèmes avec ceux qui existent déjà dans les organismes des Nations Unies.

9/ Rapport sur le Groupe des services documentaires du Département des affaires économiques et sociales internationales (JIU/REP/79/12).

10/ Ibid., par. 19.

11/ Ibid.

62. Relations avec d'autres organisations. Les inspecteurs ont souligné les avantages d'une coopération étroite entre le Groupe et le Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (EDPIS) pour tous les aspects informatiques des travaux du Groupe. Ils ont également constaté que, maintenant que les deux fonctions de l'ancien Département des affaires économiques et sociales - rôle fonctionnel et rôle opérationnel - avaient été partagées entre le Département des affaires économiques et sociales internationales et le Département de la coopération technique pour le développement, le domaine d'action du Groupe chevauchait la ligne de partage des responsabilités des deux nouveaux départements. Ils ont fait observer que le Système d'information pour le développement pourrait remplir une utile fonction de liaison entre les deux départements en permettant la collecte des documents produits pour l'un et pour l'autre et en facilitant l'accès. Ils ont par conséquent suggéré que l'on tienne compte des besoins des deux départements lors de la sélection des documents à introduire dans l'ordinateur.

b) Observations et recommandations du Secrétaire général

63. Dès qu'il a commencé à fonctionner, le Groupe a concentré son attention sur les quatre points principaux soulevés par le Corps commun d'inspection dans son rapport, et tout d'abord la nécessité de faire face à une double responsabilité, à savoir d'une part mettre au point un système d'information, et d'autre part assurer sa compatibilité avec les systèmes d'information connexes. A cette fin, il était indispensable que le Groupe travaille en coopération étroite avec d'autres organisations. Le Groupe était également censé tirer profit des investissements déjà réalisés dans des études et projets antérieurs. Lors de la mise au point du système, il a particulièrement veillé à réduire les dépenses grâce à l'emploi de méthodes et de techniques peu coûteuses.

64. Nécessité. Le Secrétaire général pense, comme les inspecteurs, que la nécessité du système ne pourra être démontrée qu'après une période d'utilisation d'une durée minimum. Il souscrit donc sans réserve à la recommandation des inspecteurs tendant à ce que, "sous réserve de la disponibilité de contributions volontaires supplémentaires... (on accorde au système d'information pour le développement) ... un délai d'environ un an pour déterminer s'il répond ou non à un besoin" et à ce que l'Assemblée générale prenne par conséquent sa décision finale quant au maintien du Groupe à sa trente-cinquième session, en 1980.

65. Comme il est dit plus haut au paragraphe 54, il y aura une différence d'environ 84 000 dollars entre les prévisions de dépenses indiquées dans le document A/C.5/32/47 et le montant effectif des dépenses de l'exercice biennal 1978-1979. Si ces dépenses devaient continuer d'être financées par des ressources extrabudgétaires, il faudrait obtenir un montant supplémentaire de 100 000 dollars sous forme de contributions volontaires pour permettre au Groupe de poursuivre ses activités pendant une année encore.

Au moment où le présent rapport a été établi toutefois, aucune offre de fonds extrabudgétaires supplémentaires n'avait encore été reçue pour financer les opérations du Groupe au-delà de 1979.

66. Dépenses. Les inspecteurs ont estimé à 250 000 dollars environ le montant annuel des dépenses du Groupe. De l'avis du Secrétaire général, il devrait être possible de ramener à 190 000 dollars environ les coûts de fonctionnement du Groupe, à condition que sa participation aux activités du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de la coopération technique pour le développement dans le domaine des systèmes et services d'information n'augmente pas et que l'on continue à utiliser le mini-ordinateur en 1980. /...

67. On trouvera à l'annexe III au présent rapport les prévisions de dépenses concernant la mise en route et les coûts de fonctionnement du Groupe, conformément aux dispositions de la section II de la résolution 33/116 A de l'Assemblée générale. Il a été tenu compte dans ces prévisions de la recommandation du Corps commun d'inspection tendant à ce que le Système d'information pour le développement soit expérimenté par ses utilisateurs pendant une année encore.

68. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 56, les dépenses relatives au traitement de la documentation et à l'utilisation de l'ordinateur pourraient être financées en partie par le Département de la coopération technique pour le développement, étant donné que ce département prévoit à son budget des crédits pour les services informatiques. Le logiciel continuera d'être fourni à titre gracieux par le Centre canadien de recherche pour le développement international.

69. Il convient de considérer que le montant estimatif des dépenses relatives à la poursuite du programme doit être considéré en fonction du coût total des activités qu'il recouvre, et en fonction de l'appui qu'il permet d'apporter à ces activités. Si l'emploi fréquent et généralisé du système permet de réutiliser maintes et maintes fois les données d'expérience et les connaissances acquises à l'occasion d'études et de projets antérieurs, et si, l'accès aux connaissances acquises antérieurement étant ainsi facilité, on parvient à éviter des efforts inutiles et des doubles emplois, il est fort possible que les économies réalisées permettent de compenser les dépenses de fonctionnement du système.

70. Compatibilité avec d'autres systèmes. Comme les Inspecteurs l'ont noté, on a assuré la compatibilité du Système d'information pour le développement avec un certain nombre d'autres systèmes d'information connexes des organismes des Nations Unies en utilisant des éléments communs tels que les termes d'indexage et le logiciel. En outre, la compatibilité technique entre l'UNBIS et le nouveau système, évoquée au paragraphe 24 du rapport du Corps commun, a aussi été assurée au moment où la base de données constituée pour le Système d'information pour le développement a été enregistrée sur bande magnétique selon le format standard 2709 de l'Organisation internationale de normalisation 12/ et où cette bande a été communiquée à l'EDPIS, qui l'a traitée pour en permettre la lecture avec le logiciel de l'UNBIS.

71. Comme il est expliqué au chapitre III du présent rapport, l'un des facteurs les plus importants qui a déterminé toutes les décisions ayant trait à la conception du système, y compris le choix du thesaurus, a été la compatibilité avec les systèmes d'information connexes présentant un intérêt pour les utilisateurs du nouveau système. Cette compatibilité a également été l'une des raisons pour lesquelles on a décidé de mettre à l'essai le logiciel MINISIS et les techniques de mini-ordinateur durant la phase expérimentale du projet, tout en recherchant des variantes peu onéreuses des systèmes d'information exploités grâce à de gros ordinateurs très coûteux. Cette façon de procéder a également permis d'établir que la compatibilité entre les systèmes de traitement de l'information dans des domaines voisins pouvait être assurée si l'on se conformait strictement aux normes et directives internationales, comme le CCQAB l'a recommandé dans son rapport (A/33/7/Add.2).

12/ Documentation - Format for Bibliographic Information Exchange on Magnetic Tape, Organisation internationale de normalisation (ISO), 1973.

72. Relations avec d'autres organisations. Lorsqu'on met en place un nouveau système d'information, on risque souvent de gaspiller des ressources. Cet écueil peut être évité en procédant étape par étape, comme l'a recommandé le CCQAB, en passant en revue de façon approfondie les activités des systèmes d'information existants, et en tenant des consultations avec le Bureau interorganisations pour les systèmes d'information et les autres organes qui sont en mesure de fournir des renseignements à jour sur la science et la technique informatiques ainsi que sur les activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine des systèmes d'information.

73. Le Secrétaire général pense, comme les inspecteurs, qu'une coopération étroite entre le Groupe des systèmes d'information et le Service du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques (EDPIS) pourrait se révéler fructueuse pour l'informatisation du système; en conséquence, des relations de travail étroites ont été établies avec l'EDPIS en vue de résoudre divers problèmes techniques. Ainsi : a) avec l'aide de l'EDPIS, le Groupe a assuré la compatibilité entre l'UNBIS et le Système d'information pour le développement; b) le spécialiste qui avait été recruté pour réviser la version de 1979 du Macrothésaurus pour le compte du Groupe met actuellement au point la version définitive du thésaurus de l'UNBIS; c) un spécialiste connaissant parfaitement les systèmes ISIS et MINISIS a été affecté par l'EDPIS au projet UNBIS; et d) la base de données constituée par le Groupe des systèmes d'information a été ajoutée à la base de données de l'UNBIS, dont elle constitue un sous-système.

74. Pour que le système que l'on met actuellement en place réponde bien aux besoins du Département des affaires économiques et sociales internationales et du Département de la coopération technique pour le développement, ces deux départements ont conclu un accord formel à la fin de 1978 prévoyant leur collaboration pour la mise en place et l'utilisation du Système d'information pour le développement, et pris des arrangements complémentaires d'ordre pratique pour le choix et le traitement des documents et pour la constitution et l'utilisation du fichier informatisé.

Annexe I

CALENDRIER DE TRAVAIL ECHOLONNE POUR 1978-1979

Activités	Personnel (mois de travail)		Phase I	Phase II	Phase III	Phase IV	Phase V	Phase VI	Phase VII
	P	GS	avr.-juin	juil.-sept.	oct.-déc.	jan.-mars	avr.-juin	juil.-sept.	oct.-déc.
1. <u>Mise en place et utilisation du système d'information pour le développement</u>									
a) Collecte des documents	2	5	↑						
b) Etablissement d'un thésaurus	1	1	↑						
c) Adaptation et utilisation de systèmes existants	5	1	↑						
d) Préparation des documents en vue de leur mise sur ordinateur	15	15							
e) Constitution et tenue à jour du fichier automatisé	6	10							
f) Utilisation du fichier automatisé	6	1							
2. <u>Coordination et coopération avec les services organiques en ce qui concerne les activités d'analyse et de diffusion de l'information</u>									
a) Avec les divisions organiques	2	1							
b) Avec les commissions économiques régionales	2	1							
c) Avec d'autres organisations internationales	1	1							
3. <u>Appui administratif et de secrétariat</u>									
a) Préparation de rapports à l'intention de l'Assemblée générale	1	1		↑					
b) Autres activités	5	6							
nombre total de mois de travail alloués	46	43							

Annexe II

PREVISIONS DE DEPENSES ET DEPENSES EFFECTIVES POUR 1978-1979

	1978		1979	
	<u>Prévisions</u> <u>de dépenses</u> (dollars)	a/ <u>Dépenses</u> <u>effectives</u> (dollars)	<u>Prévisions</u> <u>de dépenses</u> (dollars)	a/ <u>Dépenses</u> <u>effectives</u> (dollars)
1. Personnel				
Traitements et dépenses communes de personnel pour deux administrateurs (1 P-5, 1 P-3) et deux agents des services généraux (1 G-5, 1 G-4/1)	121 700	74 230	127 600	135 900 <u>c/</u>
2. Frais de voyage	2 500	2 500	2 700	2 700
3. Matériel	5 500	5 000	4 500	2 100
4. Services spécialisés	500	100	8 500	1 000
5. Fournitures et services				
a) Appui de l'EDPIS	0	0	39 800	4 500 <u>d/</u>
b) Services généraux et fournitures	16 800	17 300	13 580	13 580
TOTAL GENERAL	<u>147 000</u>	<u>99 130</u>	<u>196 680</u>	<u>159 780</u>
Différence entre les prévisions de dépenses et les dépenses effectives		(1978)	<u>47 870</u>	(1979) <u>36 900</u>
Différence totale pour l'exercice biennal 1978-1979			<u>84 770</u>	

a/ Ces prévisions de dépenses figuraient dans la note présentée par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session (A/C.5/32/47, par. 11).

b/ Y compris des projections pour la période allant d'août à fin décembre 1979.

c/ Du personnel temporaire a été engagé pour compenser une partie des mois de travail perdus en 1978 du fait des délais de recrutement.

d/ Machine de traitement des mots uniquement. L'ordinateur du Centre de calcul de New York n'a pas eu à être utilisé pendant la phase expérimentale, le logiciel et un mini-ordinateur ayant été mis gracieusement à la disposition de l'Organisation des Nations Unies par le Centre canadien de recherche pour le développement international et le Franklin Institute.

Annexe III

PREVISIONS DE DEPENSES POUR 1980

	<u>1980</u> <u>Fonds extra-budgétaires</u> (dollars)
1. Personnel	
Traitement de deux administrateurs (1 P-5, 1 P-3) et de deux agents des services généraux (1 G-5, 1 G-4/1)	98 500
Dépenses communes de personnel	41 100
Total partiel	<u>139 900</u>
2. Frais de voyage	
Consultations avec les organisations et des commissions régionales	4 000
3. Matériel	
a) Matériel de traitement des données	19 400
Location d'un mini-ordinateur	6 600
Entretien, à raison de 550 dollars par mois	
b) Location d'une machine de traitement des mots	6 000
Total partiel	<u>32 000</u>
4. Services et matériel spécialisés	
Ressources pour les services de référence	1 000
Mise à jour du logiciel	2 500
Fournitures pour le traitement des données	1 000
Total partiel	<u>4 500</u>
5. Remboursement du coût des fournitures et des services fournis au Groupe	
Location de locaux à usage de bureaux	10 500
Communications	1 500
Fournitures de bureau	500
Total partiel	<u>12 500</u>
Total annuel	<u><u>192 900</u></u>

Annexe IV

DEVELOPMENT INFORMATION ABSTRACT JOURNAL

Etabli par le Groupe des services documentaires du Département
des affaires économiques et sociales internationales

PREFACE

Le présent numéro spécimen de la revue Development Information Abstract Journal propose à ses utilisateurs éventuels toute la gamme des services de diffusion de l'information que peut offrir le Système d'information pour le développement. Les documents cités qui figurent dans l'Abstract Journal constituent un échantillon de références informatisées concernant la documentation non publiée produite par l'Organisation des Nations Unies ou pour son compte dans le domaine du développement économique et social.

La section principale de l'Abstract Journal comprend un extrait complet pour chaque document, indiquant le titre du document, sa cote, le lieu et les dates de la réunion à l'occasion de laquelle il a été établi, la date d'établissement, le nombre de pages, le nom de l'auteur et l'organisation à laquelle il appartient, le nom de l'organisation exécutante, le coût du projet (lorsqu'il est connu), un résumé analytique, et un numéro correspondant aux entrées des index. Cette section pourrait naturellement être présentée de différentes façons, les entrées étant par exemple classées par sujet ou par date d'établissement des documents, mais dans le présent numéro spécimen on a toutefois opté pour un classement alphabétique selon le titre des documents.

La section principale est suivie de quatre index :

Index par auteur;

Index par sujet - selon les descripteurs tirés du Macrothesaurus pour le traitement de l'information relative au développement économique et social;

Index par numéro de rapport;

Index géographique, renvoyant aux pays faisant l'objet d'un document.

Le système informatisé permet de traiter les données de n'importe quelle façon et la présentation de l'Abstract Journal peut être modifiée aisément selon les besoins des utilisateurs. Il est possible par exemple d'établir un index par institution, un index par numéro de projet, une liste des projets avec indication de leur coût, ou une liste des documents selon l'endroit où on peut se les procurer.

Tous les documents cités dans l'Abstract Journal peuvent être mis à la disposition des utilisateurs sur demande, puisque le système donne aussi des renseignements sur l'endroit où on peut se les procurer. Il est en outre possible, de rechercher directement des informations stockées dans le système pour tout fonctionnaire ou délégué qui en ferait la demande. Ces différents services sont assurés par le Groupe des systèmes d'information du Département des affaires économiques et sociales internationales.

/...

IESA/ISU DEVELOPMENT INFORMATION ABSTRACT JOURNAL

- * **COMPUTER CONTROL OF WATER RESOURCES SYSTEM IN THE MORAVA RIVER BASIN:**
[PROJECT] YUG/72/019: YUGOSLAVIA: APPLICATION OF SYSTEMS ANALYSIS
TECHNIQUES FOR MANAGEMENT AND CONTROL OF WATER RESOURCES IN SERBIA.
1978
99 p. : ill.
Prepared for the Government of Yugoslavia.
Weiss, A.O.
UNDP, New York, N.Y. US
Report summarizes 5-year technology transfer project to develop computer capabilities and programme applications for control and management of water resources in Morava River Basin in the Republic of Serbia. Describes systems analysis models and data management techniques implemented, and types of professional personnel training received. Considers major unresolved water problems and needs and makes recommendations regarding future planning, design, operations control, and data bank development activities. A detailed description of a currently operational storage and retrieval system (HIDROMET) is given. Supporting charts and maps are included.
(0001)
- * **DATA PROCESSING CENTRE AT CARICOM SECRETARIAT, GEORGETOWN, GUYANA (UNDP PROJECT RL4/74/077):** REPORT ON A MISSION TO GEORGETOWN, GUYANA, 28 JANUARY - 3 FEBRUARY 1979; PORT-OF-SPAIN, TRINIDAD AND TOBAGO, 3-7 FEBRUARY 1979 and KINGSTON, JAMAICA, 7-8 FEBRUARY 1979.
Apr 1979
10 p. : ill.
Dittoed report. Includes addendum 1 dated 4 May 1979
Berggren, G.A. (UN, Inter-regional Adviser on Computer Methods, New York, N.Y. US)
Report makes recommendations for a computer-based system for the collection of statistics at the CARICOM Secretariat in Georgetown, Guyana. It is suggested that a foreign trade statistics system be established first, and that the project budget be revised to accommodate the necessary purchase of equipment and hiring of personnel. A description of a trade data base is appended.
(0002)
- * **FACT FINDING REPORT ON STATISTICAL TRAINING IN THE CARIBBEAN, DECEMBER 13 1978 - JANUARY 11 1979:** UNDP PROJECT RL4/74/077.
[Mar 1979]
25 p. + app.
Unpublished typescript
Richards, W.A.
UNDP, New York, N.Y. Development of Regional Statistical Services
Project cost: \$684 740
Report on a fact-finding mission in the Caribbean in preparation for a survey of training needs in statistics to be conducted in 1979. Reviews previously issued studies and proposals, examines existing training courses in Kingston and Port-of-Spain, and outlines a sequence of training courses bases patterned after existing programmes. Proposals are made for the establishment of a regional training centre for statistical officers. Tables show staff size of national statistical offices in the Caribbean. Appendices include outlines of courses and programmes being offered in various Caribbean countries.
(0003)
- * **INTERPRETATION OF RELATIONS AMONG MORTALITY, ECONOMICS OF THE HOUSEHOLD, AND THE HEALTH ENVIRONMENT.**
DSI/SE/MP/79.15
(WHO. Meeting on Socioeconomic Determinants and Consequences of Mortality, Mexico City, 19 - 25 June 1979).
1979
35 p.
Unpublished typescript. Prepared with support from Population and Labour Policies Branch, Employment and Development Branch, ILO, Geneva
Schultz, T.P. (Yale University, New Haven, Conn. US).
Meeting paper discusses variations in mortality in low-income countries. The health environment, physical capabilities of the people and their human resources are considered. Child mortality is the basis of mortality measurement. The education of the mother is discussed. Statistical tables are appended.
(0004)
- * **PEAT STUDY IN BURUNDI:** [PROJECT BDI/71/517].
8 Sept 1978
ca. 500 p. in various pagings : ill.
UNDP, New York, N.Y. US
Project cost: \$2 924 893
Consultant report on UNDP project, purpose of which is to assist the Government of Burundi in planning the utilization of peat reserves, both for the production of laterite and for electric energy production. Results of lab tests to determine peat's suitability for fuel for power plant and for use as raw material for producing ammonia and methanol are given, as are capital and operating costs for peat production and power plant. Recommendations for site for power plant and its design are included. Concludes that production of ammonia and methanol would be double the cost of their importation; however, peat could be used in electric energy production and laterite process. In first phase of study, all available data in Finland on peat was collected.
(0005)
- * **POLICIES AND TECHNIQUES FOR MOBILIZING PERSONAL SAVINGS IN DEVELOPING COUNTRIES WITH SPECIAL EMPHASIS ON AFRICAN COUNTRIES:** REPORT OF AN INTER-REGIONAL WORKSHOP, ALGIERS, 1 - 14 FEBRUARY 1978.
TCD/SEM.79/1
(UN, Interregional Workshop, Algiers, 1 - 14 Feb 1978).
Apr 1979
55 p.
UN, Department of Technical Co-operation for Development, New York, N.Y. US
Report discusses specific factors relating to mobilization of personal or household savings in developing countries, particularly in Africa. Savings policy is discussed in the larger context of an over-all monetary and fiscal development policy. Contractual savings schemes are explored, especially those designed to promote investment in housing. Types of savings institutions, their organization and management, and their function in rural areas are considered. Publicity techniques are briefly noted.
(0006)

- * POPINS: STRATEGIE POUR L'ETABLISSEMENT DU SYSTEME: PROPOSITIONS.
POPINS/WP.2
16 June 1978
1 v. in various pagings
Mimeographed report
POPIN, Paris FR
Discusses strategy for establishing POPINS, a proposed population information system. Compares the objectives and required scope of coverage with UNISIST, AGRIS, DIRR and ISIS, outlines the history and advantages of POPINS, and proposes specific phases of implementation.
(0007)
- * PROPOSALS FOR THE ORGANIZATION AND MANAGEMENT OF A LOCAL GOVERNMENT CREDIT INSTITUTION: REPORT ON A MISSION REQUESTED BY THE MINISTRY OF FINANCE, GOVERNMENT OF THE PHILIPPINES, 5 - 23 MARCH 1979
2 Apr 1979
18 p. : ill.
Dittoed report.
Villanueva, B.M. (UN. Department of Technical Co-operation for Development, New York, N.Y. US)
Mission report recommends creation of a national credit institution to assist local governments to participate in the over-all development process in the Philippines. Following a brief discussion of the financial advantages of such an institution, possible organizational forms (bank or non-bank), basic structure and management, as well as suggested sources of capital, are outlined. Supporting statistical tables are included.
(0008)
- * QUESTION OF AN ARAB REGIONAL DOCUMENTATION CENTRE AND OF DATA PROCESSING EQUIPMENT FOR ECWA: REPORT OF A MISSION TO BEIRUT (26 - 29 MARCH AND 15 - 18 APRIL 1979).
14 May 1979
41 p. : ill.
Unpublished typescript.
Berggren, G.A. (UN. Inter-regional Adviser on Computer Methods, New York, N.Y. US).
Mission report discusses 1) computerization and basic procedures for application of process in Arab Regional Documentation Centre for Economic and Social Development and 2) arrangements of equipment for ECWA (Economic Commission for Western Asia). Recommends development of national investigative capability and use of DEVSIS. Supporting documents are annexed.
(0009)
- * REPORT OF THE AD HOC WORKING GROUP ON APPROPRIATE TECHNOLOGY: ANNOTATED OUTLINE FOR THE REPORT OF THE ADVISORY COMMITTEE ON APPROPRIATE TECHNOLOGY FOR POLICY MAKERS.
E/AC.52/XXV/CRP.6
(UN. Advisory Committee on the Application of Science and Technology to Development, 25th session, Geneva, 5 - 16 Mar 1979).
9 Feb 1979.
25 p.
Mimeographed report. Item 4 of the provisional agenda
UN. Advisory Committee on the Application of Science and Technology to Development, New York, N.Y. US
Discusses origins and concept of appropriate technology, including criteria for appropriateness and levels of compatibility. Summarizes approaches, activities and interests of agencies within the UN system, particularly ACAST. Outlines appropriate technology policies and programmes of Canada, the Netherlands, Sweden, UK, USA, Bangladesh, China, India, the Philippines, Sri Lanka, and Thailand, as well as efforts by several private, semi-private, voluntary and non-governmental organizations. Stresses need for research to solve the deficiencies and problems of appropriate technology. Brief recommendations are made to institute research and development programmes on the national and international levels.
(0010)
- * REPORT ON A MISSION TO BOLIVIA (30 Nov. - 9 Dec. 1977).
1978.
28 p.
Unpublished typescript.
Sadovsky, G. (UN. Statistical Office, New York, N.Y. US).
Examines the largest of the computer installations in Bolivia, CENACO (Centro Nacional de Computacion), including the electronic equipment and computer programmes. The consultant offers an evaluation of electronic data processing capability for statistical data. Suggestions are given for processing population and housing censuses and recommendations are made for improvements in staff.
(0011)
- * REPORT ON MISSION TO BUENOS AIRES, 8 TO 12 JANUARY [BY TECHNICAL ADVISER ON DATA PROCESSING, STATISTICAL OFFICE: PROJECT RLA-78-ROL].
16 Jan 1979.
18 p. in various pagings : ill.
Appendices in Spanish. Dittoed report
Lachner, M.R. (UN. Statistical Office, New York, N.Y. US).
Mission report outlines increased computer facilities required for Argentina's Hydrics Informatics Center of the Instituto Nacional de Ciencia y Tecnica Hidricos. To be financed by the Inter-American Development Bank, new data-processing equipment will enable the Center to co-operate on a regional scale in a technical co-operation programme among developing countries. Detailed recommendations include use of vendor suggestions and a preliminary proposal for facilities design.
(0012)

- * REPORT ON MISSION TO SYRIAN ARAB REPUBLIC FROM 1 TO 10 DECEMBER 1978
[TO REVIEW THE RESULTS OF THE FIRST YEAR OF THE VITAL STATISTICS SAMPLE
SURVEY AND TO ADVISE ON VARIOUS TECHNICAL QUESTIONS].
[1979].
3 p.
Dittoed report.
Kannisto, V. (UN. Inter-regional Adviser on Demographic and Social
Statistics, New York, N.Y. US)
Mission report reviews vital statistics survey sample in Syrian Arab
Republic. Describes methodology, and notes migration as a complicating
factor. Sampling indicates high fertility and reduced mortality resulting
in a natural population increase. Concludes future migration patterns are
difficult to predict.
(0013)
- * RURAL DEVELOPMENT PLANNING, ADMINISTRATION AND RESOURCES MANAGEMENT:
REPORT OF THE WORKING GROUP ON RURAL DEVELOPMENT.
TCD/ARRD/CRP/1.
3 July 1979.
21 p.
Unpublished typescript.
UN. Department of Technical Co-operation for Development, New York,
N.Y. US.
Report discusses role of the UN in providing assistance to member
governments for rural development within national development schemes.
Through the Department of Technical Co-operation for Development, the UN
employs an integrated, multi-sectoral approach, and offers expertise at
national, regional, and local levels, for development and administration
planning, natural resources management, and population policy-making and
planning.
(0014)
- * SCIENCE AND TECHNOLOGY FOR DEVELOPMENT IN THE UNITED NATIONS:
CONTRIBUTIONS OF UN ADVISORY COMMITTEE ON APPLICATION OF SCIENCE AND
TECHNOLOGY TO DEVELOPMENT: REVIEW OF ACTIVITIES 1964 - 1979.
(UN. Advisory Committee on the Application of Science and Technology
to Development, 25th session, Geneva, 5 - 16 Mar 1979).
[1979].
105 p.
Dittoed report.
UN. Office for Science and Technology, New York, N.Y. US
Reviews the history, activities and programmes of ACAST. Describes
origins, methods, strategy and involvement in the World Plan of Action.
Summarizes activities in the areas of appropriate technology, technology
transfer and assessment, institution building and policy making, science
education, natural resources and energy, natural disasters, human environ-
ment, population, food, health, housing, building and urban development,
industrialization, and computer and space technology. Presents an over-
view of ACAST programmes classified by subject area. Annexes include a
list of reports and publications relating to ACAST, and a list of past and
present members.
(0015)
- * SOCIOECONOMIC DETERMINANTS OF MORTALITY IN LATIN AMERICA.
DSI/SE/WP/79.6
(WHO. Meeting on Socioeconomic Determinants and Consequences of
Mortality, Mexico City, 19 - 25 June 1979).
1979.
25 p. : ill.
Unpublished typescript.
Behm, H. (Centro Latinoamericano de Demografia, Santiago CL).
Meeting paper discusses socioeconomic determinants of mortality in Latin
America and in individual Latin American countries. Statistical tables
relating mortality with rural environments, income, occupation, social
class, and educational level are analysed. Recommendations relate to
improvement in the health sector.
(0016)
- * STRENGTHENING OF THE NATIONAL COMPUTER CENTRE IN NEPAL: REPORT ON A
PROJECT FORMULATION MISSION TO KATHMANDU, 22 November - 13 December 1978:
[PROJECT INT-75-R04].
Feb 1979.
33 p. in various pagings
Dittoed report.
Berggren, G.A.
UNDP, New York, N.Y. US
Project Cost: UNDP-\$1 353 000 UNFPA, New York, N.Y. US
Project Cost: UNFPA-\$605 600
Draft report of project to strengthen National Computer Centre of Nepal
for data entry and processing for population and housing census 1981 and
other priority tasks. Development objectives include automatic data
processing in government, public institutions and corporations by a
national staff. Immediate objectives relate to equipment, maintenance,
training, and other census geocoding priority areas. Report concludes IBM
1401 is unsuitable, staff and premises are inadequate, computerization
would be beneficial, and massive and systematic educational programme is
needed. Concentration of data processing in a single centre in the country
has not been questioned. Supporting documentation is appended.
(0017)
- * TECHNICAL ASSISTANCE IN STATISTICAL DATA PROCESSING.
ST/12/7
(UN. ACC Sub-committee on Statistical Activities, 12th session,
New York, 6 - 10 Feb 1978)
1978.
32 p.
Unpublished typescript.
UN. Statistical Office, New York, N.Y. US
Paper provides an overview of the technical assistance offered by units in
the UN system in statistics data processing. Included are activities in
selling computers to developing countries and estimates of the amount of
money spent for technical assistance. Reviews activities by ECLA, ESCAP,
FAO, UNESCO, WHO and ECE.
(0018)

33

* TECHNOLOGY ASSESSMENT FOR DEVELOPMENT.

E/AC.52/XXV/CRP.5
(UN. Advisory Committee on the Application of Science and Technology to Development, 25th session, Geneva, 5 - 16 Mar 1979).
15 Feb 1979.

122 p.
Dittoed report. Item 4 of the provisional agenda
UN. Advisory Committee on the Application of Science and Technology to Development, New York, N.Y. US.

Report of the UN Seminar of Technology Assessment for Development, held in Bangalore, India, 30 Oct - 10 Nov 1978 for the purpose of formulating criteria and guidelines for management and application for technology assessment techniques for development. The need for more technology is emphasized. Introductory material includes the preliminary contents of a study on guidelines for technology assessment, a follow-up of one of the recommendations of the seminar.
(0019)

ACAST

Report of the Ad Hoc Working Group on Appropriate Technology: annotated outline for the report of the Advisory Committee on appropriate technology for policy makers. (0010)

Science and technology for development in the United Nations: contributions of UN Advisory Committee on Application of Science and Technology to Development: review of activities 1964 - 1979. (0015)

APPROPRIATE TECHNOLOGY

Report of the Ad Hoc Working Group on Appropriate Technology: annotated outline for the report of the Advisory Committee on appropriate technology for policy makers. (0010)

CARIBBEAN

Fact finding report on statistical training in the Caribbean, December 13 1978 - January 11 1979: UNDP Project RLA/74/077. (0003)

IESA/ISU DEVELOPMENT INFORMATION AUTHOR INDEX

- Behm, H. (0016)
- Berggren, G.A. (0002)
- (0009)
- (0017)
- Kannisto, V. (0013)
- Lackner, M.R. (0012)
- Richards, W.A. (0003)
- Sadowsky, G. (0011)
- Schultz, T.P. (0004)
- Villanueva, B.M. (0008)
- Weiss, A.O. (0001)

CAUSES OF DEATH

Socioeconomic determinants of mortality in Latin America. (0016)

CHILDREN

Interpretation of relations among mortality, economics of the household, and the health environment. (0004)

COMPUTER CENTRES

Report on a mission to Bolivia (30 Nov. - 9 Dec. 1977). (0011)

Report on mission to Buenos Aires, 8 to 12 January 1979 [by Technical Adviser on Data Processing, Statistical Office: project RLA-78-R01]. (0012)

Strengthening of the National Computer Centre in Nepal: report on a project for formulation mission to Kathmandu, 22 November - 13 December 1978: [project INT-75-R04]. (0017)

COMPUTER PROGRAMMES

Report on a mission to Bolivia (30 Nov. - 9 Dec. 1977). (0011)

COMPUTERS

Data Processing Centre at Caricom Secretariat, Georgetown, Guyana (UNDP Project RLA/74/077): report on a mission to Georgetown, Guyana, 28 January - 3 February 1979; Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 3-7 February 1979 and Kingston, Jamaica, 7-8 February 1979. (0002)

ELECTRONIC EQUIPMENT
Question of an Arab regional documentation centre and data processing equipment for ECWA: report of a mission to Beirut (26 - 29 March and 15 - 18 April 1979). (0009)
Report on a mission to Bolivia (30 Nov. - 9 Dec. 1977). (0011)
Technical assistance in statistical data processing. (0018)

CREDIT
Proposals for the organization and management of a local government credit institution: report on a mission requested by the Ministry of Finance, Government of the Philippines, 5 - 23 March 1979. (0008)

DATA BASES
POPINS: stratégie pour l'établissement du système: propositions. (0007)

DATA PROCESSING
Technical assistance in statistical data processing. (0018)

DEMOGRAPHIC ANALYSIS
Report on mission to Syrian Arab Republic from 1 to 10 December 1978 [to review the results of the first year of the vital statistics sample survey and to advise on various technical questions]. (0013)

DEVELOPMENT PLANNING
Rural development planning, administration and resources management: report of the Working Group on Rural Development (0014)

ELECTRIC POWER PLANTS
Peat study in Burundi: [project BDI/71/517]. (0005)

ELECTRONIC DATA PROCESSING
Computer control of water resources system in the Morava River basin: [project YUG/72/019; Yugoslavia: Application of systems analysis techniques for management and control of water resources in Serbia. (0001)
Data processing Centre at Caricom Secretariat, Georgetown, Guyana (UNDP project RIA/74/077): report on a mission to Georgetown, Guyana, 28 January - 3 February 1979; Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 3-7 February 1979 and Kingston, Jamaica, 7-8 February 1979. (0002)
Report on mission to Buenos Aires, 8 to 12 January 1979 [by Technical Adviser on Data Processing, Statistical Office: project RIA-78-ROLL. (0012)

ELECTRONIC EQUIPMENT
Question of an Arab regional documentation centre and of data processing equipment for ECWA: report of a mission to Beirut (26 - 29 March and 15 - 18 April 1979). (0009)

ENERGY SOURCES
Peat study in Burundi: [project BDI/71/517]. (0005)

EVALUATION TECHNIQUES
Technology assessment for development. (0019)

FINANCING
Proposals for the organization and management of a local government credit institution: report on a mission requested by the Ministry of Finance, Government of the Philippines, 5 - 23 March 1979. (0008)

FUELS
Peat study in Burundi: [project BDI/71/517]. (0005)

HOUSEHOLD
Policies and techniques for mobilizing personal savings in developing countries with special emphasis on African countries: report of an interregional workshop, Algiers, 1 - 14 February 1978. (0006)

INFORMATION SERVICES
Question of an Arab regional documentation centre and of data processing equipment for ECWA: report of a mission to Beirut (26 - 29 March and 15 - 18 April 1979). (0009)

INFORMATION SYSTEMS
POPINS: stratégie pour l'établissement du système: propositions. (0007)

INVESTMENT PROMOTION
Policies and techniques for mobilizing personal savings in developing countries with special emphasis on African countries: report of an interregional workshop, Algiers, 1 - 14 February 1978. (0006)

LOCAL GOVERNMENT
Proposals for the organization and management of a local government credit institution: report on a mission requested by the Ministry of Finance, Government of the Philippines, 5 - 23 March 1979. (0008)

MORTALITY
 Interpretation of relations among mortality, economics of the household, and the health environment. (0004)
 Socioeconomic determinants of mortality in Latin America. (0016)

POPULATION
 Interpretation of relations among mortality, economics of the household, and the health environment. (0004)
 POPINS: stratégie pour l'établissement du système: propositions. (0007)
 Socioeconomic determinants of mortality in Latin America. (0016)

POPULATION CENSEUSES
 Strengthening of the National Computer Centre in Nepal: report on a project formulation mission to Kathmandu, 22 November - 13 December 1978: [project INT-75-R04]. (0017)

PUBLIC ADMINISTRATION
 Strengthening of the National Computer Centre in Nepal: report on a project formulation mission to Kathmandu, 22 November - 13 December 1978: [project INT-75-R04]. (0017)

RURAL DEVELOPMENT
 Rural development planning, administration and resources management: report of the Working Group on Rural development. (0014)

SAVINGS
 Policies and techniques for mobilizing personal savings in developing countries with special emphasis on African countries: report of an interregional workshop, Algiers, 1 - 14 February 1978. (0006)

SCIENCE
 Science and technology for development in the United Nations: contributions of UN Advisory Committee on Application of Science and Technology to Development: review of activities 1964 - 1979. (0015)

STATISTICAL SERVICES
 Data Processing Centre at Caricom Secretariat, Georgetown, Guyana (UNDP project RLA/74/077): report on a mission to Georgetown, Guyana, 28 January - 3 February 1979; Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 3-7 February 1979 and Kingston, Jamaica, 7-8 February 1979. (0002)

STATISTICIANS
 Fact finding report on statistical training in the Caribbean, December 13 1978 - January 11 1979: UNDP project RLA/74/077. (0003)

STATISTICS
 Technical assistance in statistical data processing. (0018)

SURVEYS
 Report on mission to Syrian Arab Republic from 1 to 10 December 1978 [to review the results of the first year of the vital statistics sample survey and to advise on various technical questions]. (0013)

TECHNOLOGICAL FORECASTING
 Technology assessment for development. (0019)

TECHNOLOGY
 Science and technology for development in the United Nations: contributions of UN Advisory Committee on Application of Science and Technology to Development: review of activities 1964 - 1979. (0015)
 Technology assessment for development. (0019)

TECHNOLOGY TRANSFER
 Computer control of water resources system in the Morava River basin: [project YUG/72/019: Yugoslavia: application of systems analysis techniques for management and control of water resources in Serbia. (0001)
 Report of the Ad Hoc Working Group on Appropriate Technology: annotated outline for the report of the Advisory Committee on appropriate technology for policy makers. (0010)

TRAINING COURSES
 Fact finding report on statistical training in the Caribbean, December 13 1978 - January 11 1979: UNDP project RLA/74/077. (0003)

VITAL STATISTICS
 Report on mission to Syrian Arab Republic from 1 to 10 December 1978 [to review the results of the first year of the vital statistics sample survey and to advise on various technical questions]. (0013)

WATER RESOURCES
 Computer control of water resources system in the Morava River basin: [project YUG/72/019: Yugoslavia: application of systems analysis techniques for management and control of water resources in Serbia. (0001)
 Report on mission to Buenos Aires, 8 to 12 January 1979 [by Technical Adviser on Data Processing, Statistical Office: project RLA-78-R01]. (0012)

XP ASIA AND THE PACIFIC/ASIE ET PACIFIQUE

- NP Strengthening of the National Computer Centre in Nepal; report on a project formulation mission to Kathmandu, 22 November - 13 December 1978: [project INT-75-R04]. (0017)
- PH Proposals for the organization and management of a local government credit institution: report on a mission requested by the Ministry of Finance, Government of the Philippines, 5-23 March 1979. (0008)

XW WEST ASIA/ASIE OCCIDENTALE

- SY Report on mission to Syrian Arab Republic from 1 to 10 December 1978 [to review the results of the first year of the vital statistics sample survey and to advise on various technical questions]. (0013)

IESA/ISU DEVELOPMENT INFORMATION REPORT NUMBER INDEX

DSI/SE/WP/79.6 POPD - 139
Socioeconomic determinants of mortality in Latin America. (0016)

DSI/SE/WP/79.15 POPD - 148
Interpretation of relations among mortality, economics of the household, and the health environment. (0004)

E/AC.52/XXV/CRP.5 OST - 092
Technology assessment for development. (0019)

E/AC.52/XXV/CRP.6 OST - 093
Report of the Ad Hoc Working Group on Appropriate Technology: annotated outline for the report of the Advisory Committee on appropriate technology for policy makers. (0010)

POPINS/WP.2 POPD - 113
POPINS: stratégie pour l'établissement du système; propositions. (0007)

ST/12/7 SPATO - 012
Technical assistance in statistical data processing. (0018)

TCD/ARRD/CRP/1 TCD - 389
Rural development planning, administration and resources management: report of the Working Group on Rural Development. (0014)

TCD/SEM.79/1 TCD - 247
Policies and techniques for mobilizing personal savings in developing countries with special emphasis on African countries: report of an interregional workshop, Algiers, 1 - 14 February 1978. (0006)

IESA/ISU DEVELOPMENT INFORMATION GEOGRAPHIC INDEX

XA AFRICA/AFRIQUE

- BI Peat study in Burundi: [project BDI/71/517] (0005)
- DZ Policies and techniques for mobilizing personal savings in developing countries with special emphasis on African countries: report of an interregional workshop, Algiers, 1 - 14 February 1978. (0006)

XE EUROPE

- FI Peat study in Burundi: [project BDI/71/517] (0005)

FR POPINS: stratégie pour l'établissement du système; propositions, (0007)

YU

Computer control of water resources system in the Morava River basin: [project] YUG/72/019; Yugoslavia: application of systems analysis techniques for management and control of water resources in Serbia. (0001)

XL LATIN AMERICA/AMERIQUE LATINE

AR Report on mission to Buenos Aires, 8 to 12 January 1979. [by Technical Adviser on Data Processing, Statistical Office: project RLA-78-R01]. (0012)

GY

Data processing Centre at Caricom Secretariat, Georgetown, Guyana (UNDP project RLA/74/077): report on a mission to Georgetown, Guyana, 28 January - 3 February 1979; Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 3-7 February 1979 and Kingston, Jamaica, 7-8 February 1979. (0002)

JM

Data Processing Centre at Caricom Secretariat, Georgetown, Guyana (UNDP project RLA/74/077): report on a mission to Georgetown, Guyana, 28 January - 3 February 1979; Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 3-7 February 1979 and Kingston, Jamaica, 7-8 February 1979. (0002)

TT

Data Processing Centre at Caricom Secretariat, Georgetown, Guyana (UNDP project RLA/74/077): report on a mission to Georgetown, Guyana, 28 January - 3 February 1979; Port-of-Spain, Trinidad and Tobago, 3-7 February 1979 and Kingston, Jamaica, 7-8 February 1979. (0002)